



107 boulevard de Magenta 75010 PARIS
Tél.: (33-1) 44 61 03 25 - Fax: (33-1) 44 61 03 20
<http://survie.org>
c o n t a c t @ s u r v i e . o r g

« Dictateurs amis de la France », l'Elysée maintient le cap !

Communiqué, le 21 février 2011

En plein « dictateur-gate » pour Michèle Alliot Marie et François Fillon, Nicolas Sarkozy maintient le cap d'un soutien fidèle et assumé aux régimes autocratiques en Afrique en recevant, ce lundi 21 février 2011, le président gabonais, Ali Bongo. Cette réception officielle disqualifie une fois de plus la diplomatie française alors que la mobilisation contre un régime clanique impliqué dans l'affaire des Biens Mal Acquis s'intensifie en même temps que la répression.

Après avoir fait décerner, il y a dix jours la Légion d'honneur à un pilier du régime criminel congolais¹, les dictateurs en place sont toujours les amis de l'Elysée. C'est en somme le message envoyé par Nicolas Sarkozy en recevant officiellement Ali Bongo "élu" à l'issue **d'une élection truquée comme l'ont reconnu plusieurs hauts responsables français** dans un documentaire diffusé récemment sur France 2. Le gouvernement prétendra-t-il à de nouvelles « erreurs d'appréciation », alors même que les Biens Mal Acquis des clans d'Ali Bongo et Denis Sassou Nguesso font l'objet d'une si lente instruction par la justice française, tandis que ceux du dictateur tunisien Ben Ali ont pu être rapidement gelés une fois celui-ci déchu ?

Cette réception intervient en effet alors que l'opposition gabonaise qui s'est rassemblée depuis janvier dans un mouvement de protestation unitaire sans précédent, appelle à de larges manifestations ce même jour pour exiger le départ d'un président usurpateur. Après avoir hérité des réseaux paternels, Ali Bongo en applique aussi les méthodes : les leaders de l'opposition, rassemblés dans un gouvernement autoproclamé pour dénoncer l'imposture de 2009, ont été arrêtés et doivent être jugés pour « *haute trahison* ». Le Gabon, émirat pétrolier stratégique pour les intérêts français, a toujours été surveillé de près par l'armée française, qui y dispose toujours d'une base militaire, et par les réseaux affairistes françafricains **au prix de compromissions bien monnayées**. Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy indique une nouvelle fois qu'il n'y a, pour lui, aucune raison que cela change, discréditant encore davantage une diplomatie française incohérente, dénonçant en Côte d'Ivoire le passage en force d'un candidat et, au Gabon, se rendant complice d'un hold-up électoral.

Comme en Tunisie ou en Egypte, la préservation d'intérêts stratégiques ne saurait justifier le soutien à des **Pouvoirs Mal Acquis**, autocratiques et corrompus. Alors que l'exécutif français persévère contre les peuples à soutenir des dictatures, **l'association Survie appelle les parlementaires à jouer leur rôle de contre-pouvoir en demandant à l'exécutif de s'expliquer sur les raisons de cette visite et en sollicitant une véritable remise à plat de la politique de la France en Afrique.**

Contact presse : Stéphanie Dubois de Prisque – Chargée de communication de Survie
stephanie.duboisdeprisque@survie.org
01 44 61 03 25

¹ <http://survie.org/francafrique/congo-brazzaville/article/a-contretemps-de-l-histoire-la>